

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET D'AUTORISATION DE PERCEPTION DE RECETTES

Leçons de natation en cours particuliers et menées d'activités aquatiques collectives par l'équipe de maîtres-nageurs – Piscine municipale – saison 2025

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique sportive et sociale, la Ville d'Aubenas porte un intérêt particulier à l'accès aux activités sportives, d'initiation, de découverte et de bien-être à tous les publics. La ville souhaite donc développer un accueil de qualité en proposant des activités aquatiques collectives ou en cours particuliers, dans un cadre sécurisé et réglementaire, en déléguant cette mission à des encadrants compétents et diplômés, dans l'enceinte de la piscine municipale.

Considérant que la pratique de leçons de natation privées et de cours collectifs « activités aquatiques » rémunérés dans l'enceinte de l'établissement communal et dispensés par le dit personnel saisonnier relève de la tolérance de l'autorité territoriale,

La présente convention a pour objet de définir les conditions matérielles et financières de mise à disposition de la piscine municipal aux maîtres-nageurs sauveteurs

Entre les soussignés,

La **Ville d'Aubenas** représentée par son Maire, **Monsieur Jean-Yves MEYER**, agissant en qualité de Maire dûment mandaté par délibération N°74 du Conseil Municipal en date du 13 juin 2024, dénommée "la ville" dans la présente convention.

Ci-après dénommée **la Ville**,

Et,

M....., en qualité de Maître Nageur Sauveteur ayant obtenu une carte professionnelle en date du..... lui permettant la dispense cours de natation et d'activités aquatiques,

Ci-après dénommé **le bénéficiaire**,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Cette convention a pour objet de fixer les modalités par lesquelles la ville autorise de bénéficiaire à disposer de la piscine municipale pour la mise en place d'activités aquatiques collectives et de cours de natation individuels et celles liées à la perception de recettes.

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250407-DEL2025-078-DE Date de télétransmission : 09/04/2025 Date de réception préfecture : 09/04/2025
--

En contrepartie du droit d'occuper le domaine public de manière temporaire, le bénéficiaire aura à verser une redevance à la Ville.

Article 2 – Conditions générales

L'utilisateur chargé de leçons particulières ou de cours collectifs devra avoir pris connaissance et s'engage à respecter les dispositions du règlement intérieur ainsi que le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours de la piscine municipale.

Cet enseignement, contre rémunération, exige la possession d'un diplôme satisfaisant à la réglementation en vigueur relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives. Il impose également une déclaration préalable en préfecture, conformément à ladite réglementation.

L'activité d'enseignement de la natation et de menée de cours collectifs devra faire l'objet d'une demande de cumul d'activité écrite et adressée à la ville.

L'utilisateur devra notamment se conformer à la réglementation en vigueur en matière d'activité libérale.

Les leçons et cours collectifs aquatiques seront dispensées exclusivement en dehors du temps de travail rémunéré par la ville.

Article 3 – Créneaux horaires d'utilisation

L'utilisateur programmera et proposera au public les cours individuels et collectifs les jours d'ouverture de la piscine municipale et en dehors des heures d'ouverture au public, plus précisément :

- entre 9h et 10 h
- entre 19h et 20h

La programmation des prestations proposées fera l'objet d'une communication par voie d'affichages au sein de l'établissement (parties communes et bureau du chef de bassin) et sur le site de la ville, à charge de l'utilisateur.

Article 4 – Conditions de mise à disposition de l'équipement et du matériel aquatique

L'espace attribué pour les prestations sera déterminé par le chef de bassin en concertation avec l'utilisateur et dans le respect du bon fonctionnement du service public

Article 5 – Perception de recettes

La commune permet à l'utilisateur d'instaurer, pour l'organisation de prestations aquatiques, un droit d'entrée.

Le montant de ces prestations devra être communiqué à la Ville avant le démarrage de l'activité.

S'agissant d'une recette privée, l'utilisateur est autorisé à percevoir les sommes résultantes de ce droit d'entrée.

Conformément à la délibération annexée à la présente convention, la contrepartie financière dite « redevance » est fixée à de 2 euros par prestation et par « client » donnant lieu à un titre de recettes transmis par l'utilisateur à la ville d'Aubenas sous présentation de documents attestant de ses recettes privées.

Les titres de recettes, correspondant à l'activité exercée, seront à émettre chaque fin de mois en y annexant un état précis des prestations dispensées, validé par le chef de bassin et signé par le responsable du service des sports.

Cette dite redevance représente la contrepartie financière eu égard aux avantages en nature au bénéfice de l'utilisateur

Article 6 – Assurances – responsabilités

L'utilisateur s'engage à contracter une police d'assurance en responsabilité civile couvrant les dommages susceptibles d'être provoqués par son propre fait à l'occasion des prestations aquatiques menées sous entière responsabilité.

A ce titre, l'utilisateur fournira à la Ville la copie de cette police d'assurance qui sera annexée à la présente convention.

La Ville d'Aubenas est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à l'activité.

Elle décline notamment toute responsabilité pour les vols et dégradations sur les biens des personnes durant les horaires des prestations.

L'utilisateur est responsable des dégradations pendant ses horaires privés d'utilisation.

L'utilisateur devra strictement se conformer à l'ensemble des lois et règlements en vigueur, notamment en matière de cumul d'emploi et de déclaration fiscale.

La Ville se réserve le droit de contrôle de tous les documents réglementaires et juridiques autorisant l'utilisateur à mener des prestations aquatiques auprès des publics et notamment l'application conforme au planning de prestations communiqué aux usagers et à la collectivité.

Article 7 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée d'ouverture de la piscine municipale, soit du 29 mai 2025 au 31 août 2025 et prend effet à compter de sa notification à l'utilisateur après qu'elle ait été transmise au contrôle de légalité préfectoral.

La présente convention est résiliable par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée en respectant un préavis de 1 mois.

Article 8 – Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, les parties s'engagent mutuellement à rechercher une voie de recours à l'amiable.

Fait à Aubenas, le
En 5 exemplaires.

L'utilisateur,

Le Maire d'Aubenas,

Jean-Yves MEYER

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250407-DEL2025-078-DE
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250407-DEL2025-078-DE
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025